



Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas

**VENTE DES MATIERES PREMIERES SECONDAIRES ISSUES
DU TRI DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**
Aciers Collecte sélective, extraits des mâchefers et extraits du compost OMr

Contrat

Conditions particulières au contrat type de reprise option fédération

Entre

Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas représentée par Monsieur le Président, Patrick LECLERC ci-après dénommée « la collectivité »

Et

GUYOT ENVIRONNEMENT

Représenté par

Ci-après dénommé « le repreneur »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Identification de la collectivité territoriale

Nom de la Collectivité : Communauté de communes du pays de Landerneau Daoulas

Ayant son siège : 59 rue de Brest BP 849 29208 LANDERNEAU cedex

Représentée par : Patrick LECLERC

Agissant en qualité de : Président

Article 2 – Objet du contrat

Ce contrat définit les modalités de rachat, par le repreneur, ici la société Guyot Environnement, des aciers issus du tri de la collecte des déchets ménagers dans le cadre de la convention avec CITEO, en vue de leur recyclage collecté sur le territoire de la collectivité :

La vente comprend la prise en charge des matériaux sur les lieux de production (les coûts de transport étant à la charge du repreneur).

Ce contrat de vente accompagnera le contrat CAP du barème F conclu entre la collectivité et CITEO à partir du 1^{er} janvier 2018.

Article 3 – Documents contractuels

Les documents à prendre en compte pour l'exécution du présent contrat et par ordre d'importance et uniquement ceux-ci sont :

- Le cahier des charges de la consultation, annexes comprises ;
- Le bordereau d'offres de reprise ;
- L'offre technique et financière finale comprenant l'intégralité des documents transmis au cours des négociations ;
- Le contrat CAP Citeo ;
- Le contrat type option « fédération » ;
- Le présent contrat.

Article 4 – Matériaux proposés à la vente

4.1. Caractéristiques principales

Les matériaux proposés à la vente correspondent aux **Standards par Matériaux** définis dans le cahier des charges de la filière REP des emballages pour la période 2018-2022. Ces standards sont indiqués en annexe 1 du présent contrat (PTM) pour l'acier de collecte sélective faisant l'objet du présent contrat

Le repreneur s'engage à reprendre le standard selon ses propositions données en annexe 2.

4.2. Lieux et prise en charge des matériaux vendus

La reprise des Matières se fait à partir des centres de tri suivants :

- Site 1 : TRIGLAZ - 1 Leslouch – 29800 PLOUEDERN
- Site 2 : APF FOUESNANT – Kerambris 29170 FOUESNANT
- Site 3 : Centre de tri du Sircob - ZA de Goperen – 22 110 GLOMEL

Pour un tonnage total annuel estimatif pour l'ensemble des collectivités finistériennes de 1 963 tonnes / an environ d'aciers de collecte sélective (données 2019 – ensemble des collectivités finistériennes).

La collectivité ne garantit pas le maintien de ce tonnage.

Les lieux de mise à disposition dépendent des marchés de prestation de tri et traitement des Collectivités et sont susceptibles d'être modifiés en fonction des dates d'échéance des marchés.

Le repreneur est informé des modifications des lieux de prise en charge qui peuvent intervenir au cours du contrat. Ces changements ne pourront en aucun cas amener une modification du prix de reprise.

Aucune compensation ne pourra être réclamée en cas de changement de site de production.

Article 5 – Durée du contrat

Le présent contrat de reprise prend effet le 1^{er} avril 2021.

Le présent contrat est conclu jusqu'au 31 décembre 2022.

Les contrats pourront être prolongés dans l'hypothèse d'une prolongation du Barème F au-delà du 31 décembre 2022.

Article 6 – Obligation du repreneur

6.1- Conditions d'enlèvement, commandes et transport

6.1.1 – Conditions d'enlèvement

Les enlèvements se font par lot homogène d'une seule qualité sans minima de tonnage et conditionné en paquet.

En fonction des sites de production, le mode de collecte varie : benne de 12 m3, **FMA** ...

La fréquence des enlèvements est adaptée à la production du Site de Production et aux contraintes logistiques.

6.1.2 – Commandes

La demande d'enlèvement est déclenchée par le responsable du site de production, auprès du service exploitation du repreneur, soit par téléphone, fax ou mail. Le délai d'enlèvement est de 24 heures.

☎ 02 98 80 03 30

📄 02 98 80 73 24

📧 michel.arhan@guyotenvironnement.com

📧 christophe.glemarec@guyotenvironnement.com

📧 eddy.begoc@guyotenvironnement.com

6.1.3 – Transport

Le transport des Matières est assuré par le repreneur. Ce dernier s'engage à ce que le camion d'enlèvement soit entièrement disponible et exempt de tout autre chargement. L'exploitant du Site de Production co-contractant de la Collectivité assure les prérogatives de donneur d'ordre sur le site de chargement. Il exécute et contrôle, directement ou indirectement par le biais de ses prestataires, le chargement des Matières. Le bâchage et le débâchage du véhicule ou de la marchandise, restent à la charge du transporteur. A ce titre, l'exploitant du Site de Production est en droit de solliciter le transporteur pour toutes indications utiles en vue d'une répartition équilibrée de la marchandise propre à assurer la stabilité du véhicule et le respect de la charge maximale par essieu.

6.1.4 – Sécurité

Le Repreneur s'engage à respecter ou à faire respecter par son transporteur les règles de sécurité et de circulation en vigueur sur le site de Production de la collectivité, et en particulier le protocole de sécurité établi par l'exploitant du centre de tri. Cet engagement se traduit par la signature d'un protocole de sécurité entre le centre de tri et le repreneur ou son prestataire.

6.1.5 – Filière de recyclage

L'ensemble des tonnages seront recyclés dans l'usine du groupe « Megasider » à Sarragosse (Espagne) sauf cas de force majeure. En cas de force majeure (arrêt technique de chaîne par exemple), le repreneur se réserve le droit de travailler avec d'autres filières. Avant tout changement d'exutoire, la collectivité doit valider ce choix au préalable. La proposition formulée par le repreneur devra être argumentée. Sur le même principe si un problème qualitatif se présentait, tout changement de filière serait validé auprès de la collectivité.

6.2 – Gestion des non conformités

6.2.1 – Modalités contrôle qualité

Le contrôle de la qualité d'un flux est réalisé par Guyot Environnement à sa réception. La qualité des flux est communiquée aux Sites de production.

Le contrôle de la qualité est basé sur :

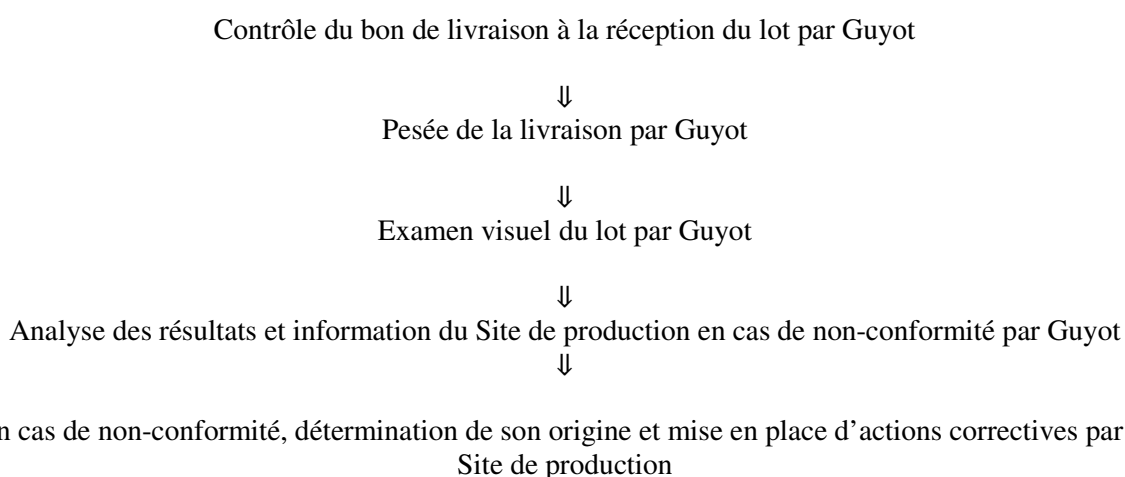
- Une vérification de la correspondance du bon de livraison (type de flux...) avec ce qui est annoncé ;
- Une pesée de la livraison : le poids de la livraison mesuré à l'entrée du site de recyclage (tenant compte des éventuelles décotes, réfections ou déclassements) est le poids retenu pour les déclarations de recyclage. Par contre, pour les bons de rachat matière, le poids retenu est celui du site de production (tenant compte des éventuelles décotes et/ou réfaction et/ou déclassements) ;
- Un examen visuel systématique du chargement : à la réception du lot, un contrôleur examine visuellement les Matières et évalue visuellement les indésirables ;

Les contrôles portent sur les critères suivants :

- Taux d'humidité ;
- Présence de matières impropres, refusées ou prohibées ;
- Conformité à la qualité annoncée ;
- Identification de la livraison ;
- Poids minimum de chargement par camion ;
- Conditionnement.

La procédure de contrôle de la qualité est exposée dans le schéma ci-dessous.

ACTION RESPONSABLE



Le seul poids reconnu pour l'établissement des bons d'achat matières est celui constaté sur les bascules du site de production du lot.

6.2.2 – Procédure de traitement des non conformités (décote, refaction, déclassement et refus)

En cas d'écart constaté par le recycleur et le repreneur entre la qualité reprise et la qualité des matières décrites dans ce contrat, le repreneur informe le Site de production et les référents désignés par les collectivités concernées de la nature de la non-conformité par tout moyen traçable :

En cas d'écart important de la qualité entraînant un refus du lot le repreneur doit informer a-minima par écrit le Site de production et les référents des collectivités concernées au plus tard le deuxième jour ouvré suivant la réception du chargement ou de l'information du recycleur. Une personne de Guyot Environnement doit se rapprocher du Site de production afin de déterminer l'origine de ce refus, cette décote.

Une non-conformité est considérée comme acceptée par le Site de production et les référents des collectivités concernées si ceux-ci n'y répondent pas dans un délai maximum de quarante-huit heures à compter de sa notification.

Dans l'attente de la décision de la collectivité et du site de production, le lot doit être isolé afin de pouvoir mener d'éventuelles vérifications contradictoires et/ou pouvoir ramener le lot sur le site de production.

Les modalités financières de prise en charge seront définies au cas par cas selon les contrats entre les collectivités et les sites de production.

Dans le cas d'enlèvements qui concerneraient plusieurs Collectivités sur un même Site de production, celles-ci seront considérées comme solidaires par Guyot Environnement.

6.3 – Traçabilité

Pour garantir la traçabilité effective des Matières conformément à la réglementation en vigueur, les Parties s'engagent à respecter leurs obligations respectives ci-après définies.

Le poids de la livraison mesuré à l'entrée du site de recyclage est le poids retenu pour les déclarations de recyclage.

Par contre, pour les bons de rachat matières, le poids retenu est celui du site de production. Le Repreneur s'engage à :

- Destiner les Matières reprises à des filières disposant de toutes les autorisations nécessaires à leur valorisation ;
- Effectuer les déclarations auprès de CITEO des tonnages repris et recyclés pour le compte de la Collectivité selon les modalités du dispositif en vigueur et fournir tout certificat de recyclage exigé par CITEO dans le cadre du dispositif en vigueur ;
- Accepter les contrôles sur pièce et sur place effectués par ou pour le compte de CITEO relatifs à la traçabilité des tonnes destinées à être recyclées et à procéder ou faire procéder à tout moment à une vérification de ses moyens et circuits de valorisation, et des quantités effectivement reprises, triées, et/ ou valorisées.

6.4 – Prix

Les prix stipulés au présent contrat sont stipulés hors taxes. Ils s'entendent «départ Site de Production» pour des Matières conformes aux exigences de qualité mentionnées dans le présent contrat ; le chargement sur camion est à la charge du Site de production. Les prix de reprise des Matières (exprimés en euro par tonne) pour une livraison réalisée au mois m de chaque qualité achetée en départ sont fixés mensuellement selon les formules suivantes :

Acier de collecte sélective : $PR(m) = 0.73 * BDSV3 - 50 \text{ €}$

avec :

PR(m) : Prix de reprise de la qualité au mois de réception m, exprimé en euro par tonne départ Site de Production HT.

Bdsv3 : indice mensuelle www.bdsv.org - sorte 3

Le prix de référence est celui du mois de NOVEMBRE 2020.

Qualité - Mois de référence - Prix de reprise de référence

Aciers de collecte sélective NOVEMBRE 2020 : 111.695 €/t

Le prix de référence et la formule de reprise s'entendent pour des enlèvements sans minima de tonnage pour les qualités conditionnées en paquet pour les aciers de collecte sélective.

6.4.1 Évolutions du prix en raison des cours

La Collectivité et le Repreneur conviennent que les prix mensuels des Matières fluctuent par référence aux cours publiés pour l'indice **BDSV 3**. En vue d'une réactualisation mensuelle des prix, chaque dernière semaine du mois N, le Repreneur communique à la Collectivité, le prix d'achat des Matières applicable au 1^{er} jour du mois N.

Les prix des Matières sont révisés à tout moment en cas de mise en place de nouveaux prélèvements fiscaux applicables aux prestations effectuées.

En cas de disparition ou de modification substantielle des cours de l'indice BDSV3, les Parties conviennent de l'indicateur à lui substituer. A défaut d'indice de remplacement, les Parties consentent à redéfinir, dans un délai de 30 jours suivant la disparition ou modification substantielle de cet indice, les modalités de fixation du prix. Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les Parties, le contrat est résilié sans indemnité.

6.4.2 Prix plancher

Pendant toute la durée du contrat, il est convenu entre les deux Parties de prix plancher. Ce prix est appliqué dans le cas où les variations dues aux cours de l'indice BDSV3 mèneraient les prix mensuels en dessous du prix plancher.

Le prix plancher est fixé ci-après :

Matières - Qualité Prix plancher HT

Aciers de collecte sélective 50 €/t

Le prix plancher s'entend pour des enlèvements sans minima de tonnage.

6.4.3 Paiement du prix

Le repreneur devra alors s'acquitter du montant facturé dans les 30 jours suivant la réception de la facture et du titre exécutoire émis par la Collectivité.

6.4.4 Réclamations afférentes au versement du prix de reprise

Toute réclamation par la collectivité afférente au versement du prix de reprise doit être émise dans un délai maximum de six (6) mois suivant la fin de l'année d'exécution du contrat concernée. Passé ce délai, le paiement du prix de reprise par la collectivité ne peut faire l'objet d'une réfaction.

La réclamation présentée par la collectivité doit être motivée et appuyée par un décompte justifiant la réfaction demandée. La demande est envoyée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de

réception dans la limite de trois mois suivants la fin de l'année concernée.

En cas de désaccord sur le décompte présenté par la collectivité, les parties se rencontreront dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande, afin de discuter du bien-fondé de la demande et, si nécessaire, examiner le décompte fourni par la collectivité. Lorsqu'elles trouvent un point d'accord sur le montant de la réfaction, les parties conviennent de ce montant par écrit. A défaut d'accord des parties dans un délai maximum de trois (3) jours à compter de la date de leur rencontre, le repreneur sera libéré de son obligation.

6.5 – Assurance

La collectivité et le repreneur se fourniront réciproquement une attestation d'assurance dommage et RCP, dans les deux mois suivant la signature du présent contrat. Le centre de tri fournira également dans les mêmes délais, son attestation d'assurance dommage et RCP.

Article 7 – Obligation de la collectivité

7.1- Conditionnement des matières

La collectivité s'engage auprès de son prestataire au niveau du centre de tri d'assurer le conditionnement des matières, durant toute la durée du contrat : soit en paquet pour l'acier de collecte sélective. Le chargement est en camion semi-remorque FMA sans minima de tonnage ou benne 30 m3.

7.2- Revente des matériaux

La collectivité s'engage à revendre la totalité de ses tonnages d'aciers pour les 3 standards pendant la durée du présent contrat (hors résiliation de ce dernier).

Article 8 – Continuité du service public

La garantie d'enlèvement est absolue, sauf cas de force majeure à définir en concertation avec la Collectivité.

Une fois la demande d'enlèvement validée, la garantie d'évacuation est absolue. Le repreneur devra par ailleurs se conformer aux conditions d'enlèvement propres à chaque lieu de reprise des matériaux.

Article 9 - Résiliation

La résiliation aura lieu de plein droit :

- Au terme des contrats de reprise ;
- En cas de défaillance du repreneur dans ses obligations contractuelles envers la Collectivité ;
- En cas de défaillance dans l'enlèvement des matériaux supérieur à 30 jours à date d'envoi de la demande d'enlèvement. Le contrat pourra alors être résilié immédiatement de plein droit par la Collectivité et par lettre recommandée avec accusé de réception, les matériaux restant la propriété de la Collectivité ;
- En cas d'activation de la clause de sauvegarde.

Article 10 : Pénalités

Des pénalités financières seront appliquées si la Collectivité venait à perdre les soutiens financiers de CITEO, s'il s'avérait que les matériaux n'ont pas été recyclés conformément aux obligations définies entre la collectivité et le repreneur.

Ces pénalités seront appliquées aux chargements considérés et seront d'un montant de 500 €/t.

Par ailleurs :

- Une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard sera appliquée pour défaut d'enlèvement aux centres de tri, au-delà de 7 jours ouvrés après confirmation écrite de la demande d'enlèvement par le centre de tri ;
- Si le repreneur venait à être défaillant, une pénalité de 100 € par jour ouvré serait appliquée (après les 7 jours de latence prévus) et ce jusqu'à ce qu'un nouveau repreneur soit désigné et ait effectivement pris le relais ;
- Une pénalité de 400 € par jour de retard ouvré sera appliquée pour défaut d'établissement des certificats trimestriels de la filière emballages ou défaut d'établissement des certificats annuels pour la filière papiers ;
- Une pénalité de 100 € par jour de retard ouvré sera appliquée par défaut de production des bons de rachat matière 30 jours après la fin du trimestre.

Article 11 : Transfert de propriété

Le transfert de propriété des Matières remises s'effectue à la fin du chargement du véhicule de transport par le gestionnaire sur le Site de Production, cocontractant de la Collectivité.

Article 12 : Transfert de responsabilité

Le transfert de responsabilité s'effectue à la réception définitive des produits par le Repreneur. Cette réception ne peut être prononcée que si le lot est reconnu conforme aux Prescriptions Techniques Particulières. La Collectivité reste responsable de la qualité des produits jusqu'à cette réception.

Article 13 : Clause de sauvegarde

Chaque partie pourra demander une adaptation du présent contrat :

- En cas de survenance d'évènements indépendants de leur volonté,
- En cas de livraison de manière récurrente d'aciers non conformes aux critères qualités.

Cette demande devra être dûment motivée et les parties examineront en toute bonne foi les mesures à mettre en œuvre selon la procédure suivante :

- La demande motivée est envoyée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. L'introduction d'une telle demande n'autorise pas la partie lésée à suspendre l'exécution du contrat ;
- Les Parties se rencontrent dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date de réception de la demande, afin d'envisager une ou plusieurs solutions de reprise tenant compte de ces nouveaux éléments ;
- Lorsqu'elles trouvent un point d'accord sur les solutions trouvées aux difficultés rencontrées, les Parties concluent un avenant au présent contrat. Il est précisé que le Repreneur ne pourra résilier le présent contrat si la Collectivité s'engage à inscrire l'avenant à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante suivant la rencontre des Parties visée ci-dessus (dans le

respect des délais législatifs et réglementaires en vigueur pour (jour) ; Dans le cas où l'avenant entrerait en vigueur avant la date de délibération, la collectivité s'engage à envoyer un courrier au repreneur lui indiquant sa volonté de signer l'avenant ;

- A défaut d'accord des Parties, le présent contrat est résilié par l'une ou l'autre des Parties, sans préavis ni indemnité. Cette rupture pourra être mise en œuvre dans un délai de 2 mois à compter de la date de la rencontre des Parties visée ci-dessus.

A partir de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception demandant l'activation de la clause de sauvegarde, les Parties ont 3 mois pour mettre en place de nouvelles conditions contractuelles ou rompre le contrat.

Article 14 : Différends et litiges

14.1. Droit applicable

Les Parties conviennent que le présent contrat sera régi par le droit français.

14.2. Règlement amiable des litiges

Les Parties s'efforcent de parvenir à un règlement amiable de tous les différends auxquels la validité, l'application et l'interprétation du contrat pourraient donner lieu. A cet effet, dès la survenance d'un différend, la partie la plus diligente saisira par lettre recommandée avec accusé de réception l'autre partie en exposant sa demande. Les Parties disposent d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, pour parvenir à un accord amiable.

14.3. Tribunaux compétents

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable visée ci-dessus, tous les litiges auxquels le présent contrat pourrait donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation ou son application, sont soumis aux tribunaux dans le ressort de la Cour d'Appel de Rennes.

Fait en un seul original
A
Le

Signature du repreneur
Porter la mention manuscrite
Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LA COLLECTIVITE

*Est acceptée la présente offre
pour valoir acte d'engagement*

**Signature du représentant de la collectivité habilité par
la délibération en date du**

A Quimper,

Le

Le président

Annexe 1 : Standard des aciers issus de la collecte sélective

Aciers issus de la collecte sélective : déchets d'emballages ménagers en acier, pressé en paquet ou en balles, présentant une teneur en métal magnétique minimale de 88%, et contenant 5% d'humidité au maximum ;

Annexe 2 : Propositions du repreneur

Pendant toute la durée du contrat, la Collectivité s'engage à confier au Repreneur les Matières suivantes :

- aciers issus de la collecte sélective ;

Pour les différents standards d'acier, les lots seront refusés si le taux d'impureté est supérieur :

- à 50 % pour les aciers issus de la collecte sélective ;